

« On aura plus de tempêtes Alex qu'auparavant »

Constitutrice du rapport du GIEC, Nathalie Hilmi, chercheuse au **Centre scientifique de Monaco**, se fait l'écho des experts mondiaux qui tirent la sonnette d'alarme sur le changement climatique.

Les scientifiques le répètent à l'outrance : la lutte contre le réchauffement climatique est une course contre-la-montre. Il faut agir et vite, au risque de laisser aux futures générations une planète bien mal en point et sujette à des phénomènes météorologiques plus extrêmes et plus fréquents. Cela a été, à nouveau, souligné dans le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, publié le 4 avril : sans une réduction drastique et immédiate des émissions de gaz à effet de serre, il sera purement et simplement impossible de limiter le réchauffement climatique à +1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle. Un objectif – le plus ambitieux – adopté en 2015 lors de l'accord de Paris. Dans le troisième volet du 6^e rapport – un document touffu de 3675 pages qui a été synthétisé – 278 chercheurs de 65 pays détaillent l'éventail des solutions pour réduire ces émissions polluantes et « garantir un avenir viable ». « Ces solutions existent, on les a chiffrées, on sait comment les mettre en place. Maintenant, il faut agir et écouter les scientifiques », martèle le Dr Nathalie Hilmi, responsable de la section économie environnementale au Centre scientifique de Monaco, l'une des contributrices du rapport. Interview.

De quelle manière avez-vous contribué au rapport ?

Pour le deuxième volet de ce 6^e rapport d'évaluation du GIEC, qui s'intéressait aux impacts sur la planète, aux vulnérabilités et à l'adaptation, j'ai été l'une des rédactrices. Celui-ci montrait que notre maison est en feu. Pour ce troisième volet, abordant les solutions pour diminuer nos émissions de gaz à effet de serre, j'ai apporté mes commentaires notamment sur les parties économiques et financières.

Selon ce document, on disposerait d'une fenêtre de tir de trois années (d'ici 2025) pour atteindre notre pic d'émissions de gaz effet de serre avant de les réduire drastiquement...

Le rapport spécial « 1,5°C » de 2019 évoquait la date de 2030, ce qui correspondait à l'agenda 2030 des Objectifs du Développement Durable (ODD). On parle désormais de 2025 pour atteindre ce pic d'émissions avant de les réduire d'un quart pour atteindre +2°C. C'est une date pour montrer l'urgence. Mais on n'est pas très à l'aise avec ça, car pour limiter le réchauffement climatique à +1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle,



Nathalie Hilmi, responsable de la section économie environnementale au CSM.

(DR)

il faut agir dès maintenant. 56 pays ont déjà des lois sur le climat. Une soixantaine de solutions ont été proposées, avec des chiffres clé en main. Si on attend, ça sera catastrophique et l'on perdra beaucoup d'options.

« Il faut sortir des énergies fossiles »

Avec les engagements internationaux actuels, l'objectif de +1,5°C est « hors de portée » selon les scientifiques...

Si des efforts d'atténuation ne sont pas réalisés maintenant, on se dirige vers +3,2°C. Avec les politiques actuelles, on va droit dans le mur. Elles ne sont pas assez décarbonées. Alors oui des choses sont faites : avec le pacte de Glasgow, lors de la COP26, il y a eu des accords sur l'arrêt de la déforestation et la réduction des émissions de méthane.

Mais ce qu'il faut, c'est un changement systémique dans tous les aspects de la société : transports, bâtiments, industries, utilisation des sols...

Ce troisième volet s'attarde sur les solutions. Pouvez-vous en citer quelques-unes ?

Les bâtiments existants doivent être modernisés avec l'utilisation de matériaux plus modernes, des énergies renouvelables, d'un meilleur espace. Pour l'industrie, on peut imaginer de nouveaux procédés de production,

d'utilisation d'électricité à émission basse voire nulle venant des énergies renouvelables comme l'hydrogène, l'une des pistes explorées. Mais aussi des techniques de capture et de stockage du carbone.

Le GIEC est clair : il faut sortir de l'énergie fossile : pétrole, gaz et charbon... Il y a les moyens financiers pour le faire et il faut investir très vite dans les énergies renouvelables. Si les industries ne peuvent le faire rapidement, il faudrait qu'elles puissent, au moins au début, compenser leurs émissions carbone avec l'instauration de quotas. Si elles n'arrivent pas à décarboner assez rapidement, elles achètent des crédits carbone.

En tant que citoyen, quelles mesures efficaces puis-je mettre en œuvre ? Nos modes de vie doivent changer. Cela commence par les transports avec l'utilisation du train plutôt que de l'avion. Quand on peut, il faut privilégier la marche et le vélo. Les habitudes alimentaires peuvent aussi être modifiées avec une consommation moindre de viande et plus centrée sur le local. En plus, c'est meilleur pour notre santé.

En tant que citoyen, quelles mesures efficaces puis-je mettre en œuvre ?

Nos modes de vie doivent changer. Cela commence par les transports avec l'utilisation du train plutôt que de l'avion. Quand on peut, il faut privilégier la marche et le vélo. Les habitudes alimentaires peuvent aussi être modifiées avec une consommation moindre de viande et plus centrée sur le local. En plus, c'est meilleur pour notre santé.

Pourquoi cela semble-t-il si compliqué pour les États de mettre en place les solutions proposées par le GIEC ?

C'est une question de volonté. Certains pays font les choses individuellement. Il faudrait des

politiques communes, une coopération entre les États et les individus. Mettons l'argent et engageons des moyens. C'est ce qui se fait lors des COP. La synthèse complète du 6^e rapport du GIEC sortira juste avant la COP27 en Égypte. Cela mettra une certaine pression.

Si on n'agit pas, quels sont les scénarios pour la planète ?

Avec 3,2°C d'augmentation de la température, on met en danger notre planète, on la laisse en mauvais état aux prochaines générations. On aura plus d'événements extrêmes : vagues de chaleur avec ce que cela implique (désertification, mortalité), cyclones, inondations, montée du niveau de la mer. Actuellement, 58% de la population mondiale vit dans des villes, dont la plupart sont côtières.

« On a la mémoire courte »

Alors que les émissions de gaz à effet de serre avaient augmenté moins vite lors de la décennie 2010-2019, que lors de la décennie précédente, elles sont de nouveau reparties à la hausse en 2021. N'a-t-on pas retenu la leçon de la pandémie ?

On a la mémoire courte. À la sortie des confinements, il y a eu un réel rattrapage : les activités économiques sont reparties de plus belle et les émissions ont

bondi d'un coup. Il faut pérenniser ce qu'on a appris durant la pandémie, notamment concernant le télétravail. Pour assister à une conférence internationale, nous ne sommes plus obligés de prendre l'avion qui, on le sait, est gourmand en CO₂.

En tant que scientifique, n'êtes-vous pas frustré de voir que les alertes successives trouvent peu d'échos et que l'on se dirige droit dans le mur ?

Cela me fait penser au film *Don't look up* [avec Leonardo DiCaprio, N.D.L.R.]. On dit que notre maison brûle, qu'on a besoin des pompiers mais les médias et les politiques se focalisent sur d'autres actualités comme, par exemple, la guerre en Ukraine. On en oublie le changement climatique qui est, pourtant, un problème global et qui menace notre planète. Ce n'est pas quelque chose d'aussi immédiat qu'une guerre nucléaire. Je le répète, on ne veut pas que les gens attendent 2025 pour agir. C'est maintenant.

L'environnement a-t-il une place suffisante dans le programme des candidats à la présidence française ?

À part les écologistes, on n'a pas de candidats qui parlent des problèmes environnementaux et du changement climatique. Ils ne mettent pas en place d'actions. C'est vraiment comme le film *Don't look up*. Pourtant, le GIEC est clair : pour mettre en place les options d'adaptation et d'atténuation, nous ne sommes pas obligés de diminuer nos activités économiques. On peut continuer à se développer, y compris les pays en voie de développement. Tout ce qu'il faut faire, c'est un développement à la fois durable et résilient face au changement climatique.

À Monaco, quel pourrait être l'impact du changement climatique ?

Le niveau de la mer va monter. La fonte de la neige et des glaciers n'impactera pas seulement la haute montagne, avec les conséquences touristiques que l'on connaît, mais aussi tout ce qu'il y a en aval. On récupère actuellement l'eau issue des fontes pour l'eau potable, notre agriculture. Les épisodes méditerranéens seront aussi plus fréquents et plus forts. On aura plus de tempêtes Alex qu'auparavant.

THIBAUT PARAT
tparat@nicematin.fr